

LE TEMPS DE SE RENDRE AU SOMMET

Par Jocelyn Lessard, ing.f.

Fédération québécoise des coopératives forestières

Le Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois se tiendra à Québec à la mi-décembre plutôt qu'à Montréal à la mi-novembre. Un regard en plus haute altitude permettra peut-être de clarifier la vision d'ensemble afin d'apporter des solutions durables aux problèmes qui affectent le secteur. Voyons ensemble pourquoi il est si important d'entreprendre et de réussir l'escalade.

Pourquoi un Sommet?

Le Sommet a été annoncé il y a maintenant un an. Plusieurs partenaires avaient sollicité l'Université Laval afin qu'elle organise l'événement. Une structure relativement légère s'est ensuite mise en place afin de préparer le Sommet. Elle permet d'associer un grand nombre d'organisations qui contribuent à en enrichir le contenu.

Le Sommet se voulait une réaction à la crise et une occasion de mettre en œuvre des stratégies pour assurer l'avenir de la foresterie au Québec. Depuis l'année dernière, l'intensité de la crise ne s'est pas atténuée. La situation est devenue tellement critique qu'il est souvent difficile de s'extraire du quotidien. Elle menace la viabilité de l'industrie forestière, les emplois du secteur et la pérennité des communautés. La pertinence de favoriser la concertation entre les différents acteurs ne s'est jamais démentie.

Un contexte favorable, mais très délicat

En principe, les périodes de crise sont favorables pour envisager des changements profonds. La grenouille n'accepte pas de rester dans une casserole d'eau bouillante si elle saute dedans alors qu'elle va s'adapter jusqu'à la mort si la température de l'eau s'élève doucement.

La tâche de réviser les façons de faire est cependant terriblement complexe. Le Québec ne vit pas dans une bulle et la foresterie québécoise doit réussir à s'adapter à l'effondrement, espérons le provisoire, du marché international des produits du bois. Les principaux acteurs de la filière subissent une pression si forte qu'ils ont beaucoup de mal à se remettre en question même si cela servirait à rendre le système global plus efficace. Il faudrait idéalement que tout le monde

sorte de sa zone de confort pour rechercher de nouvelles façons de faire, mais c'est beaucoup demandé quand on lutte pour sa survie.

Un autre élément qui rend le processus complexe est le fait que le Québec soit dirigé par un gouvernement minoritaire. Cela compromet sa capacité à prendre des décisions, parce que les partis d'opposition se feront un grand plaisir d'exploiter politiquement celles qui seront impopulaires. Le gouvernement joue pourtant un rôle central dans la foresterie québécoise, parce que la forêt est très majoritairement publique. En plus, le régime forestier s'inscrit dans un cadre légal et réglementaire rigide qui n'est pas facile à modifier, car cela doit se faire dans le respect du fonctionnement parlementaire.

Enfin, la récente crise provoquée par Greenpeace constitue un rappel douloureux que le secteur est fragile parce que l'opinion publique désapprouve la foresterie actuelle. À tort ou à raison, dépendant du point de vue où l'on se place, notre foresterie ne passe pas encore le test de l'acceptabilité sociale. Cette situation limite la capacité de nos politiciens pour nous aider et elle influence même la confiance que nous porte nos clients.

Un événement incontournable

Tous les ingrédients sont réunis pour justifier la tenue du Sommet. Il y a urgence d'agir. La seule façon de briser l'immobilisme politique consiste à offrir aux politiciens un consensus fort des partenaires relativement aux changements nécessaires à apporter à notre foresterie. Aucun parti politique ne pourra s'opposer à des décisions gouvernementales prenant appui sur des engagements collectifs.

L'implication des groupes environnementaux au processus de préparation est également porteuse d'une relative paix sociale après le Sommet. Entendons-nous, les groupes environnementaux ne vont pas signer un chèque en blanc à l'industrie forestière à la fin du Sommet, mais un consensus sur des éléments déterminants pour ces groupes atténueront considérablement l'impact des discours alarmistes.

Bref, utilisons avec soin les derniers mois qui précèdent le Sommet pour sortir prudemment de nos zones de confort afin d'apporter des changements importants au régime forestier. De plus, ne perdons surtout pas la bonne habitude d'entretenir le dialogue après le Sommet, car notre succès à long terme dépend de notre capacité à nous adapter ensemble à un cadre économique, social et environnemental toujours en changement.